**COMPTE-RENDU D’INSPECTION COMMUNE PRÉALABLE**

*Opération sans travaux dangereux et de moins de 400 h*

**Entreprise :**

**ENTREPRISE UTILISATRICE (EU)**

**Établissement Public du Musée du Louvre**

75058 PARIS CEDEX 01

**Représenté par :** Nom :

Fonction :

Direction/service :

Tél. :

**ENTREPRISE EXTÉRIEURE**

**Raison sociale**

*N° et rue*

*CP et VILLE*

**Représentée par :** *Nom, Prénom du représentant de l’EE*

*Fonction du représentant de l’EE*

Tél. : *N° de ligne directe*

**Responsable sur site :** *Nom, Prénom du responsable sur site de l’EE*

*Fonction du responsable sur site de l’EE*

Tél. : *N° de ligne directe*

Effectif prévu : personne(s) Nombres d’heures travaillées (sur 12 mois max.) : heures

Utilisation de sous-traitants ? ☐ Oui ; combien : ☐ Non

Raison sociale : **Raison sociale** Effectif prévu : personne(s)

Raison sociale : **Raison sociale** Effectif prévu : personne(s)

**OPÉRATION**

**Description :**

**Emplacement  des travaux :**

**Accès au chantier :**

**Service(s) impacté(s) par l’opération :**

**Début d’intervention :** Cliquez pour entrer une date. **Date prévisionnelle de fin :** Cliquez pour entrer une date.

**Plage horaire E.U. :**

Horaires de travail du personnel : 7 jours /7, de 8h00 à 20h00.

Horaires d’ouverture au public  : du mercredi au lundi, de 9h à 18h ;

nocturnes jusqu’à 21h45 les mercredi et vendredi.

**Plage horaire E.E. :**

Du Cliquez au Cliquez de ......h...... à ......h......

**☐ Marché n°** *N° de marché*

ou

**☐ Commande n°***N° de commande*

**Date de notification :** *Cliquez pour choisir une date.*

# Inspection commune préalable

Toutes les entreprises intervenant dans l'opération sont tenues de participer à la visite d'inspection commune préalable. Dans le cas où une nouvelle entreprise serait amenée à intervenir ultérieurement, une nouvelle visite devra être organisée afin de prendre en compte son intervention. Les parties prenantes sont tenues de se conformer aux mesures convenues oralement lors de l’inspection commune ainsi qu’à celles indiquées au paragraphe 2 de ce document.

**Présents lors de la visite :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom Prénom** | **Entreprise** | **Signature** |
|  |  |  |

# Compte-rendu d'inspection commune des lieux de travail et des conditions d'utilisation des équipements mis en œuvre

| **Objet** | Localisation et mesures particulières | **Qui ? EE/EU** |
| --- | --- | --- |
| Accident de chantier | En cas d’accident du travail lors de l’opération, l’entreprise extérieure et ses sous-traitants sont tenus d’en avertir l’EPML sans délai. |  |
| Élimination des déchets | Le transport des déchets et leur élimination est à la charge de l’entreprise extérieure. Le chantier et les zones de stockage mises à disposition pendant l’opération devront être rendus propres et vides de tout déchets/restes de chantiers. |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

## CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

**1. RÉGLEMENT INTERIEUR :** Le personnel intervenant devra avoir pris connaissance du règlement intérieur de l’Établissement Public du Musée du Louvre (EPML) et des consignes de sécurité, y compris celles relatives à la circulation sur le domaine (voir Livret de circulation)et aux mesures de confinement en cas d’alerte attentat (voir Consigne générale en cas d’alerte attentat).

En particulier, conformément au décret 2014-754[[1]](#footnote-1) du 1er juillet,le musée du Louvre a renforcé sa politique de prévention du risque alcool en supprimant l’offre d’alcool au restaurent d’entreprise et en interdisant la consommation d’alcool aux temps et lieu du travail pour toutes les activités à risque pour la sécurité des agents et/ou de leurs collègues.

**2. INTERDICTION DE FUMER :** Il est rigoureusement interdit de fumer (y compris la cigarette électronique) dans l’enceinte des locaux, les personnes désirant fumer peuvent le faire à l’extérieur du musée (cours, jardins, rue). Il est interdit de fumer sur les toits.

**3. TRAVAIL EN PRÉSENCE DU PUBLIC :** Il est interdit d’effectuer des travaux en présence du public sans que des mesures d’isolement soient mises en place. De même, il est interdit de transporter ou de déposer des matériaux dans les lieux ouverts au public et en sa présence.

**4. PERMIS FEU ET PERMIS POUSSIERE :** Dans un but de prévention des risques d’incendie et d’explosion, pour tous travaux par point chaud (soudage, découpage, meulage…) chaque opérateur devra posséder un permis feu et mettre en œuvre toutes les prescriptions demandées sur celui-ci. Sauf consigne particulière, les travaux par point chaud ne sont pas autorisés après 16h00.

Sont concernées les opérations de soudage, de découpage de métaux, et toutes les opérations génératrices de chaleur, d'étincelles ou de flamme nue découpage, tronçonnage, meulage, ponçage.

Les travaux sans points chauds générant ou soulevant de la poussière, ou des aérosols, ou occultant les faisceaux des détecteurs linéaires optiques de fumée, nécessitent l’inhibition de la détection incendie et font l’objet d’un permis poussière.

**La demande de permis feu ou permis poussière doit être effectuée auprès du SPSI 101 rue de Rivoli au plus tard 24 heures avant toute intervention : numéros d’appel :** 01.40.20**.52.25**

**5. CONSIGNATION ÉLECTRIQUE:** Le travail sous tension est formellement interdit. Toute intervention doit faire l’objet d’une consignation conformément aux dispositions de la norme NF C18.510.

* Les demandes de consignation électrique sont à adresser au Service Éclairage et Électricité de la DPAJ (voir annexe "Demande de consignation électrique").
* Les intervenants de l’Entreprise Extérieure (EE) doivent posséder un titre d’habilitation adapté à la nature des travaux ou intervention d’ordre électrique.
* Le personnel non-électricien intervenant doit être titulaire de l’habilitation B0 exécutant ou chargé de travaux en basse tension du domaine basse tension H0 ou H0V exécutant ou chargé de travaux du domaine haute tension.

**6. UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL DE l’EPML:** L’utilisation des équipements de travail du musée du Louvre (Moyens de levage des personnes, machines, échafaudages roulants…) n’est pas autorisée, sauf cas exceptionnel faisant l’objet d’un protocole ou d’une convention de prêt, écrit et signé par les deux parties décrivant les circonstances et modalités précises d’utilisation.

Dans le cas du prêt exceptionnel d’un échafaudage roulant de l’atelier Support muséographique, les utilisateurs doivent impérativement justifier de leur habilitation à accéder au type d’échafaudage mis à disposition et se conformer strictement à la procédure spécifique interne mise en place par l’EPML (voir Annexe).

**7. ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL DE L’ENTREPRISE :** L’entreprise extérieure doit utiliser du matériel conforme aux exigences réglementaires et devra sur demande de l’EPML justifier de sa conformité et des vérifications obligatoires.

La mise en œuvre du matériel ne doit pas présenter un risque pour les agents de l’établissement, le public et pour les utilisateurs.

L’utilisation sur site des équipements de travail suivants doit être préalablement soumise à autorisation :

* Plate-forme élévatrice monte-personnel ;
* Appareil à pression ;
* Générateur laser supérieur ou égal à la classe 2 ;
* Équipement à rayons ionisants ;
* Échafaudage.

**8. PRODUITS CHIMIQUES :** Avant d’introduire un produit chimique sur le site, l’entreprise extérieure devra fournir à l’EPML la fiche de données de sécurité ainsi que la fiche technique, et de même pour les matériaux mis en œuvre.

La zone d’approvisionnement et de stockage des matières ou substances dangereuses devra être préalablement déterminée avec l’EPML.

**9. RISQUES LIÉS À LA PRÉSENCE D’AMIANTE : Le dossier technique amiante (DTA)** comprenant la cartographie amiante sera à consulter et à émarger par l’entreprise avant toute intervention. Ce dossier est consultable auprès du Service de l’Appui à la Prévention des Risques et l’Exploitation de la DPAJ.

L’entreprise sera tenue de procéder avant le commencement des travaux à un diagnostic amiante.

**10. ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES :** Lorsque l’entreprise extérieure fait exécuter des travaux par des sous-traitants, **le chef de l’entreprise extérieure et les sous-traitants sont tenus de participer à la réalisation du plan de prévention** et de se conformer aux dispositions qui y sont arrêtées.

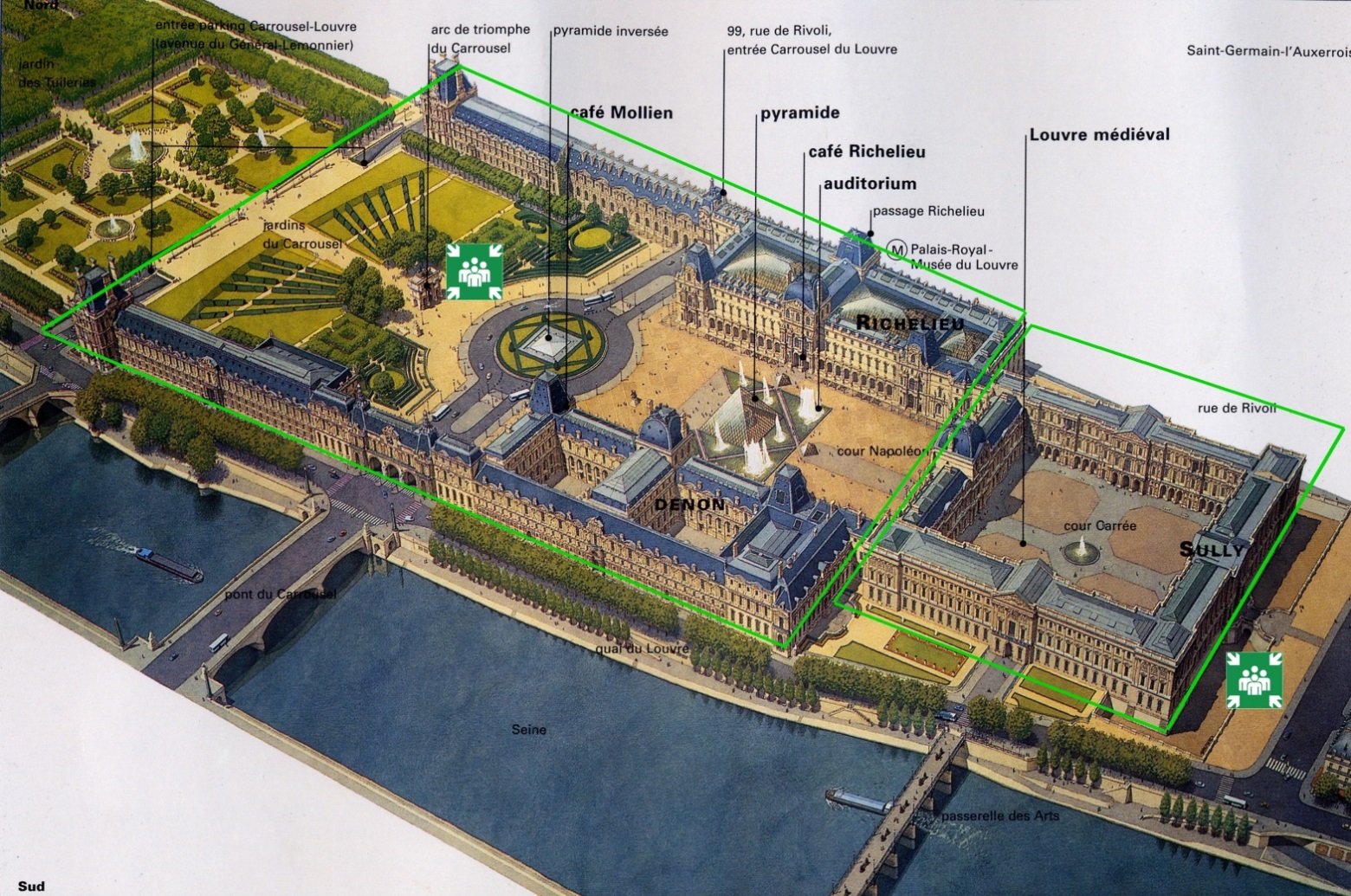
**11. PERSONNEL INTERIMAIRE :** Ce personnel est considéré, du point de vue de la sécurité, comme faisant partie de l’entreprise extérieure et doit recevoir la formation, et l’information sur les mesures de prévention du plan de prévention.

**12. Travaux dangereux (Arrêté du 19 mars 1993) et/ou nécessitant une surveillance médicale particulière (Arrêté du 11 juillet 1977) :** L’entreprise extérieure est tenue de déclarer à l’EPML les travaux entrant dans ce cadre réglementaire.

**13. ÉVACUATION :** La personne doit IMMÉDIATEMENT évacuer dès l’émission du signal sonore d’alarme. Cette évacuation s’effectuera dans le calme en respectant les consignes des guides d’évacuation.

**NE PAS UTILISER LES ASCENSEURS EN CAS D’ÉVACUATION.**

**Points de rassemblement : (A identifier suivant la zone de travail)**

****

**14. VOIES DE DÉGAGEMENTS - ISSUES DE SECOURS :** Les voies de dégagements, les issues de secours, les voies de circulation des véhicules de secours doivent être libres en permanence. Ceci est applicable sans dérogation dans le cadre du chargement et déchargement des marchandises.

**15. CHANTIERS DE NUIT**: Pour les travaux de 18h00 à 9h00, les intervenants extérieurs doivent se présenter groupés au point d’accueil et d’accès (au plus tard à 23h00 sauf exception) et contacter systématiquement le PCC (au 01.40.20.50.00 ou poste 50.00) en arrivant sur le site et en le quittant en fin d’intervention. En cas de retard ou d'annulation, ils doivent prévenir impérativement le PCC. Les déplacements se font uniquement groupés et doivent être communiqués au service de nuit. Les pauses à l'extérieur du Palais ne sont pas autorisées de nuit.

**16. RÈGLES D’HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ :** L'application de ces mesures particulières ne dispense pas les entreprises concernées et l’établissement de respecter, chacune en ce qui la concerne, les règles relatives à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail, et n'affecte pas leurs responsabilités respectives à l'égard de leur propre personnel ([Circ. DRT no 93/14, 18 mars 1993](javascript:%20documentLink('C20582|popup'))).



## Conditions générales d’accès et de circulation

Les consignes de sécurité du Livret de Circulation sur le Domaine du Louvre et des Tuileries doivent être connues de tous les intervenants de l’Entreprise Extérieure.

**Véhicules** : Le stationnement sur les voies publiques (quais, rue de Rivoli, rue de l’Amiral Coligny, avenue du Général Lemonnier, qu’il s’agisse de la chaussée ou du trottoir) est interdit, sauf autorisation spéciale délivrée par la Préfecture de Police. L’EPML décline toute responsabilité quant aux conséquences découlant de la violation de cette interdiction et notamment vis-à-vis des dispositions du plan Vigipirate en vigueur.

Les livraisons s’effectuent par l’Aire de livraison du musée, dont l’accès se fait par le souterrain de l’Avenue du Général Lemonnier. L’EE doit préalablement contacter la sous-direction logistique afin d’établir un protocole de chargement/déchargement.

L’accès aux cours, aux passages ou aux jardins peut être ponctuellement accepté selon la nature des travaux ou des livraisons particulières effectuées, et sous contrôle du conducteur d’opération au musée. Le contrôle d’accès des véhicules est dans ce cas effectué par les agents de sécurité DAPS.

Un protocole de chargement/déchargement doit être établi dans tous les cas, contacter dans ce cas le SAPRE à la DPAJ.

**Piétons** : L’accès aux locaux est soumis à la délivrance d’un badge ponctuel ou d’un badge avec photo à durée étendue pour les cas le justifiant. Ces badges doivent être porté visiblement lors des déplacements sur le domaine du Louvre et des Tuileries et présenté sur toute requête d’un agent du musée.

## Liste des travaux dangereux de l’arrêté du 19 mars 1993

* Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
* Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction
* Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.
* Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne
* Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues aux articles R4323-23 à R4324-27, R4535-7 et R4721-11 du code du travail, ainsi que les équipements suivants : véhicules à benne basculante ou cabine basculante ; machines à cylindre ; machines présentant les risques définis aux articles R4324-18 à R4324-20 du code du travail.
* Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures.
* Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
* Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transstockeurs.
* Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
* Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la TBT.
* Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 4323-17 du code du travail.
* Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
* Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
* Travaux exposant à des risques de noyade.
* Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
* Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
* Travaux de démolition.
* Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.
* Travaux en milieu hyperbare.
* Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A selon la norme NF EN 60825 ;
* Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un permis de feu.

Paris le 8 août 2017

DAPS/SL

**CONSIGNE GENERALE EN CAS D’ALERTE ATTENTAT POUR LES PERSONNELS TRAVAILLANT DANS DES ZONES CODE DU TRAVAIL**

Vous pourrez être informé d’une alerte attentat par un message de la Direction générale à tous les utilisateurs de la messagerie, par un appel téléphonique du PAC dont vous dépendez ou par des collègues.

Dans le Palais, à partir de janvier 2018, vous serez également informé d’une alerte attentat par la sonorisation de sécurité.

**Si vous êtes à votre poste de travail sédentaire habituel :**

* Verrouillez les portes de votre zone de confinement définie par votre supérieur hiérarchique.
* N'appelez pas le 17,   le musée est doté d'une liaison d'alerte directe avec les forces de l'ordre.
* Ne tentez pas de sortir de l'établissement, tous les Postes d'Accès et de Contrôle sont fermés.
* Ne tentez pas d'accéder aux zones publiques, celle-ci sont également en cours de confinement et sont infranchissables, ou en cours d'évacuation.
* Le restaurant du personnel est inaccessible.
* Ne vous mettez pas aux fenêtres.
* Signalez votre présence à votre responsable administratif ou à votre secrétariat.
* Signalez au PC de zone dont vous dépendez les personnes en état de choc ou de sidération.
* Appliquez les consignes particulières de votre responsable hiérarchique.
* Dans votre zone de confinement vous pouvez satisfaire aux besoins physiologiques et psychiques fondamentaux : Boire, manger, téléphoner, prendre un temps de repos, échanger avec les collègues.

**Si vous êtes en travail itinérant :**

Si vous êtes en zones muséographiques, suivez les instructions des agents d’accueil et de surveillance qui vous guideront vers la zone de confinement publique la plus proche, ou vers les issues de secours.

Si vous êtes en zone technique et muni d'un émetteur-récepteur radio, le message d'alerte suivant sera diffusé par le PCC sur le canal 2 (canal surveillance) et le canal 3 (canal maintenance) : "Appel à tous, Appel à tous, Appel à tous de PCC, Alerte Confinement, Alerte Confinement, Alerte Confinement, Zone d'exclusion (le lieu de l'attaque), Zone d'exclusion (le lieu de l'attaque), zone d'exclusion (le lieu de l'attaque).

* Confinez-vous dans une zone fermant à clé et comportant une ligne téléphonique et des sanitaires.
* Signalez votre présence par fil à votre responsable hiérarchique ou à votre secrétariat.
* Appliquez les instructions de votre responsable hiérarchique.

Si vous vous êtes en zone technique sans émetteur-récepteur radio mais remarquez la fermeture de toutes les portes coupe-feu, ou vous êtes alerté par un collègue, contactez votre PC de zone.  Si ce dernier confirme une alerte attentat :

* Confinez-vous dans une zone fermant à clé et comportant une ligne téléphonique et des sanitaires.
* Signalez votre présence par fil à votre responsable hiérarchique ou à votre secrétariat.
* Appliquez les instructions de votre responsable hiérarchique.

**Pour vous informer :**

* Consultez régulièrement votre messagerie, la Direction générale informera régulièrement tous les utilisateurs de la messagerie des évolutions marquantes de la situation.
* Appelez régulièrement le Numéro Vert : **0800 01 40 20**. Les mêmes informations seront enregistrées sur ce numéro vert.
* Appelez le PC de zone dont vous dépendez, les agents en poste sont chargés de transmettre les informations communiquées par le PCC aux personnes confinées.

**Fin du confinement :**

* La fin du confinement sera ordonnée par le Préfet de police, et vous en serez informé par un message de la direction générale qui sera relayé par radio par le directeur de la DAPS et par fil par les PCZ à toutes les zones de confinement.
* Après la fin du confinement, le Préfet de police pourra ordonner l'évacuation de toutes les personnes confinées afin de les contrôler. Dans ce cas :
  + Se diriger vers les forces de l’ordre les mains en l’air
  + Ne pas courir
  + Obéir aux instructions des forces de l’ordre

1. Décret 2014-754 du 1er juillet 2014 : *« Lorsque la consommation de boissons alcoolisées, dans les conditions fixées au premier alinéa, est susceptible de porter atteinte à la sécurité et la santé physique et mentale des travailleurs, l'employeur, en application de l'article* [*L. 4121-1*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006903147&dateTexte=&categorieLien=cid) *du code du travail, prévoit dans le règlement intérieur ou, à défaut, par note de service les mesures permettant de protéger la santé et la sécurité des travailleurs et de prévenir tout risque d'accident. Ces mesures, qui peuvent notamment prendre la forme d'une limitation voire d'une interdiction de cette consommation, doivent être proportionnées au but recherché. »* [↑](#footnote-ref-1)